

Christian SAUTTER

## L' A-CROISSANCE GRISE ET L'ÉCONOME VERTE

27 avril 2013

L'Europe est plate et c'est la faute des politiques. Il n'y a aucune raison que la croissance ait quitté nos rivages de l'Atlantique alors qu'elle se revivifie en Amérique et qu'elle prospère en Asie, hormis au Japon où le nouveau Premier ministre s'agite pour ranimer la belle.

La France est riche en bons esprits qui rationalisent l'absurde. Nous avons eu les prophètes de la société postindustrielle (comme si l'industrie manufacturière n'était pas la colonne vertébrale des économies développées !). Nous avons aujourd'hui les apôtres de la « décroissance » qui nous expliquent, avec quelques bonnes raisons, que l'expansion appartient au passé. Parmi eux, je distingue un économiste à l'esprit honnête, Jean Gadrey, qui a écrit : « Adieu à la croissance » (Alternatives économiques, Petits matins, 2010).

Il part d'évidences que tous peuvent partager. On sait depuis 1972 que le Club de Rome a sifflé la fin de la croissance infinie, rappelant que les ressources naturelles en énergies fossiles, en eau et en air pur sont limitées. On sait depuis 2008 que le capitalisme financier n'est pas stable et que, laissé à lui-même et à sa quête absurde de rentabilités de 15% (introuvables sauf dans de rares innovations de rupture ou de fréquentes spéculations), il peut aisément verser dans le fossé sauf si la dépanneuse de l'État vole à son secours. De plus, cette version récente d'un système multiséculaire exalte l'individualisme et creuse les inégalités au sein des sociétés et entre pays. On sait enfin que le PNB ne mesure pas le bonheur des peuples et Gadrey vante à juste titre l'Indicateur de Développement Humain qui a été mis au point par les Nations-Unies et qui prend en considération les besoins fondamentaux d'éducation et de santé.

Balayant d'un bref chapitre la « croissance verte » sur laquelle je reviendrai, il préconise une « post-croissance » ou une « a-croissance », bref une absence de croissance qui permettrait de viser trois buts simultanément : respecter le patrimoine naturel subsistant ; donner du travail à tous ; réduire les inégalités.

Pour cela, il faudrait briser deux idoles : la consommation et la productivité. Passer de la consommation futile à la consommation utile. Glisser de la production par tête la plus forte à l'activité la plus épanouissante. Bref, substituer la coopération à la concurrence ! Gadrey dessine à l'horizon l'aurore de l'Économie Sociale et Solidaire.

La difficulté est évidemment d'organiser la transition du système actuel à cette utopie future. Et c'est là que Gadrey montre sa grande honnêteté car il ne donne pas dans le « n'y a qu'à ».

Prenons l'exemple du pétrole. Pour l'économiser, il faut certainement en relever le prix fortement. Pas de problème intellectuel pour taxer le kérosène et les carburants des transports maritimes ou routiers. Mais le relèvement des prix à la pompe de l'essence et du diesel va toucher particulièrement les plus pauvres qui ont besoin d'une voiture pour aller travailler, voiture qui est souvent ancienne et vorace en énergie. Gadrey imagine donc des tarifs progressifs, où l'on paie d'autant plus cher que l'on consomme davantage.

« Veiller au pouvoir d'achat durable des ménages à faibles revenus » n'est pas simple à gérer et bouscule nos mentalités, mais cela a déjà existé : je me souviens qu'après la fermeture du Canal de Suez en 1956, les automobilistes avaient un contingent de tickets à prix raisonnables, et devaient payer le prix fort pour consommer davantage. Ce principe de tarif progressif avec la quantité consommée vient cependant d'être retoqué à propos de l'électricité par le Conseil Constitutionnel, sur un point de forme, me semble-t-il.

Gadrey est aussi partisan d'une réforme fiscale énergique pour réduire les écarts de revenus. Glissons discrètement sur ce sujet qui était inscrit au programme de François Hollande et qui est passé à la trappe, malgré quelques pétarades marginales et plutôt nuisibles.

Quant à la « répartition égalitaire des ressources rares », c'est un vrai problème mondial (pensons à l'eau), que Gadrey ne résoud pas mais qu'il a le mérite de poser et qui serait adouci si les pays les plus voraces modéraient leurs ponctions.

Gadrey est un pessimiste actif. Pessimiste parce qu'il croit que le capitalisme ne se régulera pas et que, plutôt tôt que tard, « une grande bifurcation » s'imposera. Actif, parce qu'il est convaincu que la société civile, plus que les politiques, saura s'organiser pour convaincre que l'on doit « bien vivre dans un monde solidaire », selon le sous-titre du livre écrit dans un style simple et fluide.

Revenons à la « croissance verte ». Le principe en est simple : la croissance se nourrit de trois facteurs de production, le travail, les machines et l'innovation, auxquels il faut désormais ajouter un quatrième, l'énergie fossile (pétrole, gaz, charbon, uranium). Les trois premiers facteurs sont aujourd'hui surabondants : le chômage est patent, l'épargne déborde, l'innovation crépite. C'est le quatrième qui va manquer : son prix devrait logiquement bondir, ce qui n'est pas actuellement le cas parce que les gisements sont dans des pays faibles (Moyen-Orient, Afrique, etc.) ou dans de grandes nations myopes (gaz de schiste américain).

L'économie verte mobiliserait les facteurs abondants de travail, d'épargne et d'innovation pour limiter le facteur rare, l'énergie fossile, et fortifier les énergies renouvelables. Il est clair que des milliers d'emplois pourraient être créés en France pour économiser l'énergie fossile (éco-bâtiment de la construction et de l'isolation, automobiles plus sobres et plus propres, centrales électriques plus performantes,

agriculture moins intensive, etc.) Il faut trouver des modes de financements qui permettent aux économies d'énergie de rembourser progressivement les emprunts. Et les chercheurs et start-ups sont déjà encouragés à s'orienter vers ces nouveaux champs d'investigation.

Gadrey remarque que ces emplois nouveaux seront, en partie, effacés par les suppressions d'emplois dans les industries lourdes et même dans l'industrie automobile. Il n'a pas tort mais je pense que le jeu serait quand même à somme positive. Je me souviens que, jeune économiste, j'étais fasciné par Alfred Sauvy qui voulait construire un tableau des échanges inter-industriels axés non sur les valeurs ajoutées (comme dans le tableau de Léontief) mais sur les emplois !

L'économie verte existe, mais c'est une belle princesse assoupie, même dans la Région Île-de-France, pourtant très influencée par les écologistes, où l'on fait de grands discours sur la « transition écologique » sans que bouge un brin d'herbe sur le terrain, ou qu'évoluent en quoi que ce soit les mentalités. Parce que, lorsque le marché ne lance pas de signaux de prix élevés donc alarmants, les gaspillages vont bon train (au train des 4X4 urbains qui sont les véhicules les plus ridicules que l'on puisse concevoir, puisqu'il ne neige sur le Mont Parnasse ou sur la butte Montmartre que les 29 février). Dire que le gouvernement Jospin-Fabius a supprimé la vignette au printemps 2000, l'impôt le plus juste et le plus écologiste que Gadrey aurait pu imaginer !

Je persiste à penser qu'une mobilisation pour « l'économie verte » pourrait sortir le bâtiment (et peut-être aussi l'industrie automobile) de son marasme. Cela suppose, non des aides fiscales (la panacée des néo-libéraux) mais la hausse des prix de l'énergie par la fiscalité. Il faut rétablir la vignette, et taxer les carburants (surtout le diesel, avec des correctifs pour les économiquement faibles). Cela est bien préférable à la hausse de la TVA, qui frappe les familles les plus modestes.

Il faut surtout changer les mentalités, pour que les propriétaires songent à faire des travaux simples (mises en place de compteurs individuels et intelligents pour l'électricité, le chauffage et l'eau ; isolation des fenêtres et des parties communes des immeubles ; doublage des murs en cas de nécessité). Paris montre l'exemple en traitant 100 écoles et 4500 logements sociaux par an. C'est possible, il suffit de le vouloir et de se mobiliser : une guerre concrète contre le gaspillage vaut mieux que des révoltes abstraites contre les déficits. Gadrey a raison d'en appeler à la société civile que nos hommes politiques, fascinés par le pouvoir, ont tendance à oublier, une fois passées les élections.

Et ce qui vaut pour la France vaut pour l'Europe. On doit pouvoir entraîner l'Allemagne, qui a montré un beau courage en renonçant à l'électricité nucléaire, dans la bataille européenne pour l'économie verte !

Christian Sautter